

île du Prince-Édouard, \$554,000; Nouvelle-Écosse, \$2,936,000; Nouveau-Brunswick, \$2,484,000; Québec, \$4,102,000; Ontario, \$7,655,000; Manitoba, \$2,831,000; Saskatchewan \$2,894,000; Alberta, \$3,818,000; Colombie-Britannique, \$5,267,000.

L'hon. M. Pickersgill: Une autre question, monsieur l'Orateur. Je n'ai pas bien saisi à quoi s'appliquaient ces chiffres.

L'hon. M. Fleming: A chaque mois. Il s'agit des montants versés en avril, et le même montant a été versé en mai.

L'hon. M. Pickersgill: Les subventions aux provinces de l'Atlantique sont-elles comprises dans ces chiffres, ou s'agit-il seulement du partage des impôts?

L'hon. M. Fleming: Je crois qu'elles sont incluses. J'ai pensé que la question du député, à laquelle ce tableau est destiné à répondre, avait une portée suffisante pour comprendre ces chiffres; mais je vérifierai ce point.

LE TRANSPORT AÉRIEN

AIR-CANADA—DÉCLARATION AU SUJET DE LA DEMANDE DES DROITS DE LA CINQUIÈME LIBERTÉ AUX ÉTATS-UNIS

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. George H. Hees (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, hier, le député de Laurier a demandé si l'on a présenté une demande des droits de la cinquième liberté au nom d'Air-Canada aux aéroports des États-Unis et si l'on envisage une nouvelle négociation, cette année, de l'accord aérien passé entre le Canada et les États-Unis.

Au sujet de la première question, on me dit qu'aucune demande des droits de la cinquième liberté n'a été adressée par Air-Canada aux aéroports des États-Unis.

Quant à la dernière partie, des pourparlers officieux ont eu lieu entre les représentants des gouvernements du Canada et des États-Unis; mais ces pourparlers n'ont pas encore donné lieu à un accord final.

LA "CANADIAN PACIFIC STEAMSHIPS"

COLOMBIE-BRITANNIQUE—DÉCLARATION AU SUJET DE LA PRÉTENDUE POSSIBILITÉ D'AMÉLIORATION DU SERVICE

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. George H. Hees (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, hier, le député de Skeena (M. Howard) a posé, à l'appel de l'ordre du jour, la question suivante:

Je voudrais savoir si le ministère des Transports a reçu un rapport de la *Canadian Pacific Steamships* au sujet de la liaison par vapeur entre la

partie continentale de la Colombie-Britannique et l'île Vancouver, et s'il y est dit que la compagnie peut effectivement assurer un service plus rapide et plus efficace entre ces deux endroits. Dans le cas de l'affirmative, quels sont les projets du ministère touchant l'institution d'un service de ce genre?

On me dit que le ministère n'a pas reçu un tel rapport.

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LA RUSSIE—DÉCLARATION AU SUJET DES MANOEUVRES DE BATEAUX AU LARGE DE TERRE-NEUVE

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. G. R. Pearkes (ministre de la Défense nationale): Monsieur l'Orateur, puis-je répondre à la question qu'a posée hier le député de Burin-Burgeo au sujet des chalutiers russes qui croisent sur les Grands bancs de Terre-Neuve ou dans leur voisinage? Le commandant de marine canadien, pour la région de l'Atlantique, n'a reçu aucun rapport qui indiquerait que les chalutiers russes croisent dans la région des Grands bancs n'observent pas le règlement international relatif à la prévention des collisions en mer.

L'ISLANDE—DÉCLARATION AU SUJET DE L'EXTENSION DES LIMITES DE PÊCHE POUR CHALUTIERS ÉTRANGERS

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. Sidney E. Smith (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Hier, l'honorable député de Gloucester m'a posé la question suivante:

Vu que, récemment, les îles danoises du nord de l'Atlantique ont menacé de suivre l'exemple de l'Islande en étendant à 12 milles de leur littoral les limites pour la pêche, le ministre pourrait-il dire à la Chambre si le gouvernement reconnaît l'extension de pareille limite à 12 milles au large de son littoral, qu'a annoncée le gouvernement islandais?

Monsieur l'Orateur, comme la question pré-suppose que l'Islande a déjà étendu à 12 milles ses limites de pêche, je dois signaler que le gouvernement islandais n'a pas effectivement étendu ses limites de pêche. La seule annonce précise que le gouvernement islandais ait faite à ce sujet a consisté à exprimer l'intention d'établir une telle zone le 1^{er} septembre. Je ne puis donc répondre à la question hypothétique du député.

M. H.-J. Robichaud (Gloucester): Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures voudrait-il répondre à la deuxième question que je lui ai posée hier et qui figure à la page 1087 du *hansard*? Elle se fonde sur une déclaration faite à Halifax, dimanche dernier, et publiée le lundi 9 juin dans le *Chronicle-Herald* de